

où elles n'ont pas l'habitude de considérer les journalistes d'organes indépendants comme des interlocuteurs légitimes et réguliers. De fait, les rédactions qui, d'une manière générale, disposent de ressources humaines et financières modestes, connaissent les pires difficultés pour travailler. Il y a malheureusement fort à craindre que la majorité des

titres de la presse à vocation d'information générale fasse long feu. Quant à la presse politique, il n'est pas exclu qu'elle se reconvertisse humblement en bulletins de liaison internes aux partis.

**Benoît Lootvoet,
Jean-Marc Écoutin**
(mai 1993)

Le phénomène des pauvres Blancs en Afrique australe : l'exemple d'Harare

L n'est pas peu frappant, au cœur d'une capitale africaine, de voir des Blancs dépenaillés accoster les passants, *a fortiori* noirs, dans l'espoir de quelque aumône. Tel est le cas, entre autres agglomérations, à Harare où nombre d'étrangers ne manquent pas d'être surpris par ce phénomène. Nous avons cherché à en savoir davantage en menant enquête auprès de ces mendiants blancs qui battent le pavé et disputent les faveurs des piétons charitables aux autres déshérités des rues, également quémandeurs d'une obole en échange d'une rengaine, d'un pseudo-service voire d'un moment intime. En deça de ces cas extrêmes de clochardisation, beaucoup plus banalement, il est des indices de déchéance au sein d'une partie non négligeable de la communauté blanche qui nous semblent de nature à nuancer la vision parfois un peu monolithique donnée dans certains écrits relatifs à la société zimba-

bwéenne post-coloniale et nous invitent à nous interroger sur le devenir assez controversé de celle-ci.

Blanc, « indigène » et... indigent

La scène se déroule dans un supermarché à la veille de Noël. Une jeune fille s'emploie, avec succès, à écouler un stock de vin de table yonnais en le présentant comme un nectar français indispensable aux réjouissances de fin d'année. Deux vagabonds blancs s'approchent et réclament un verre ; insistant tapageusement pour prolonger la séance de dégustation, ils se voient finalement intimer l'ordre de circuler sous le sourire goguenard des clients et des employés. Les parages des grandes surfaces, tout comme d'ailleurs les rues commerçantes du centre ville, sont des lieux privilégiés de sollicitation : si

les jeunes Noirs proposent parfois leur entremise pour garder les voitures (quand bien même le lieu serait déjà surveillé), mettre une pièce dans votre parcmètre lorsqu'un agent approche ou vendre quelque statuette, les Blancs nécessaires se contentent généralement, eux, de poursuivre assidûment les flâneurs.

Les récits que l'on peut recueillir en les interrogeant (par l'entremise des comités de bienfaisance et moyennant un certain tact) renvoient à des itinéraires somme toute assez similaires. Les difficultés semblent souvent remonter à la génération précédente : des parents immigrants guère qualifiés qui éprouvent des difficultés à s'intégrer, accumulant les dettes, inspirant de la méfiance ; les enfants qui pâtissent de cette atmosphère et abandonnent rapidement les bancs de l'école. Ensuite, c'est la banale spirale de la déchéance : l'incapacité de trouver un travail stable, la dégradation de l'apparence, le recours à l'alcool pour supporter sa médiocre condition. Parfois, les causes du déclin apparaissent davantage fortuites (encore qu'elles sous-entendent déjà une certaine fragilité préalable) : il est par exemple fait état d'un accident de travail dans une mine d'où résulte une sérieuse infirmité ou encore une femme à la santé fragile se trouve-t-elle soudain sans ressources à la mort prématurée de son mari.

Beaucoup se plaignent d'un cruel manque de solidarité de la part de la population blanche, aux yeux de laquelle aujourd'hui, ils représenteraient plutôt une tare faisant un peu honte et qu'il convient d'ignorer. Aux dires d'un responsable catholique métis, organisateur d'une sorte de soupe populaire, l'assistance serait plus impérative au

sein des communautés noires, ce qui, si l'on songe à certains cas, reste à démontrer (1). Il fut pourtant une période, aux débuts de la colonisation, où régnait un véritable esprit d'entraide entre les Blancs, liés par le sentiment de partager une identité commune au sein d'un environnement encore perçu comme foncièrement hostile. Le célèbre roman de Doris Lessing, *The grass is singing* (2) exprime bien cette idée avec nuance : s'il pouvait y avoir rivalité entre fermiers et des convoitises selon la plus ou moins grande réussite de chacun, l'on se préoccupait fort, toutefois, que nul ne déchût complètement car l'on avait fortement conscience que cette perte de prestige risquait de rejaillir sur le groupe et de le diminuer aux yeux de la population noire. A cette époque où la société rhodésienne était organisée selon ce principe de base que tous les Européens d'origine appartenaient à l'élite du simple fait de la couleur de leur peau, devaient classiquement succéder d'autres temps voyant la différenciation sociale s'accroître au sein des dominants. Treize ans après l'indépendance du pays, on en arrive

(1) L'ancestral système de solidarité en vigueur parmi les populations noires demeure surtout opérant au sein du monde rural mais tend à se déliter quelque peu dans les grandes villes. Néanmoins, il apparaît assez rare qu'un membre relevant d'une communauté soudée soit totalement laissé à l'abandon dans les rues. Il semblerait que les mendiants noirs soient souvent des enfants naturels d'émigrés zambiens ou malawites et de mères zimbabwéennes. Compte tenu des systèmes majoritairement matrilineaires de ces sociétés septentrionales, il résulterait que les rejetons ainsi conçus ne seraient pris en charge ni par la famille d'origine du père (ne reconnaissant pas la mère étrangère) ni par la famille de cette dernière, ne considérant pas l'enfant comme l'un des siens.

(2) Ce livre publié pour la première fois en 1950 est disponible en collection de poche (Londres, Paladin Grafton Books).

actuellement à une situation où les Blancs qui se débattent au bas de l'échelle sociale n'ont plus guère de secours à attendre d'autrui.

Ce sont essentiellement quelques associations et les Églises, naguère accusées dans la presse de se préoccuper davantage de la construction d'édifices prestigieux (selon une logique de concurrence entre les sous-confessions) que du secours aux plus démunis, qui s'emploient à leur venir en aide. Beaucoup de Noirs et quelques Blancs font ainsi patiemment la queue avec humilité pour obtenir un ticket mensuel donnant droit à quelques repas (on ne distribue aucun argent par crainte qu'il ne soit dilapidé en boissons alcooliques).

Le gîte est un tout autre problème. Certains mendiants un rien moins pauvres ont accès, en échange d'un « loyer » non négligeable et de petits travaux, à de vagues abris dans les cours de vieilles maisons délabrées du centre ville, dont les propriétaires nous ont plus paru des exploiters que des âmes charitables. La majorité se réfugie dans des entrepôts désaffectés, erre sur des terrains vagues, lieux interlopes qui ont acquis la réputation de coupe-gorges, surtout à la nuit tombée. On discute de sa condition, de ses espoirs entre compagnons d'infortune autour d'une bouteille : on songe à partir en Afrique du Sud où l'on a un « brother » perdu de vue depuis des années et où l'on raconte qu'il y a plus de possibilités de trouver du travail. Mais comment obtenir un visa ? Parcourir la distance effraie. On a finalement peur de troquer une piètre mais supportable situation de subsistance pour l'inconnu. S'ils pouvaient voyager, les mendiants d'Harare verraient qu'à Bulawayo, plus au sud, comme à Johannesburg, dans

le pays de leurs rêves, nombreux sont les individus qui mènent la même existence misérable qu'eux dans les rues et aux abords des supermarchés bien achalandés.

On sait qu'en République sud-africaine, les Blancs déclassés ou en voie d'appauvrissement (3) constituent une population fort susceptible d'être sensible aux discours des extrémistes négrophobes. S'agissant d'Harare, l'on décèle rapidement chez les plus démunis un certain ressentiment à l'égard de la population négro-africaine, à la fois accusée de mener le pays à la faillite et d'accaparer les richesses. On nous désigne des Noirs au volant de grosses Mercedes ou BMW en ajoutant que même les Blancs aisés n'en ont pas de telles. Constat exagéré, sans doute, mais qui contient cependant une part de vérité. L'élite zimbabwéenne blanche aisée dispose communément de gros véhicules (Benz, Jaguar, etc.) mais il s'agit très souvent de modèles anciens pour ne pas dire de musée. Il ne semble s'agir nullement d'un goût pour les voitures de collection mais plutôt de l'incapacité financière d'acquérir un modèle neuf équivalent, bref du reflet d'une splendeur déclinante : un signe parmi d'autres qui nous conduit à penser que la communauté blanche n'est plus aussi prospère dans son ensemble qu'on veut bien le dire.

Signes extérieurs de déchéance

Le mois d'avril correspond au Zimbabwe à la rentrée dans l'enseignement supérieur. Bien que les chiffres précis de 1993 en matière

(3) A ce sujet, voir, par exemple, l'article du magazine *New Africa* intitulé « A white beggar in South Africa » (numéro d'avril 1993, page 26).

d'inscriptions ne soient point encore publiés, les rumeurs font d'ores et déjà état d'un certain retour des étudiants blancs à l'Université du Zimbabwe et l'on s'accorde à penser que ceci doit être interprété comme un pis-aller, lié à l'incapacité financière d'envoyer désormais ses enfants poursuivre leurs études en Afrique du Sud, *a fortiori* en Amérique ou en Europe. Il faut savoir que depuis l'indépendance, la proportion s'était nettement inversée par rapport à la période rhodésienne et que la population blanche locale dédaignait assez largement les facultés d'Harare qui doivent actuellement faire face à un déficit de 23 millions de dollars zimbabwéens, alors qu'un tiers des postes d'enseignement ne sont plus pourvus suite à une forte vague de départ à l'étranger des meilleurs éléments.

Autre illustration particulièrement symptomatique : maints propriétaires zimbabwéens blancs en sont aujourd'hui réduits à louer leur vaste et belle demeure à des expatriés pour pouvoir bénéficier de mensualités relativement décentes. Nombreux sont ceux qui logent ainsi dans un appartement et ne peuvent plus jouir ni de leur parc ni de leur piscine, ou encore se contentent du cottage de leur propriété (entendre par là un pavillon annexe de deux ou trois pièces, jadis destiné aux invités de passage). Par ailleurs, beaucoup n'ont pas les moyens de s'offrir les services d'un gardien (alors que cela se révèle de plus en plus indispensable compte tenu de la montée de la délinquance et qu'on observe un véritable boom des compagnies de sécurité). Pour minimiser les coûts, on préfère adhérer à des associations de surveillance collective à l'échelle d'un quartier où les rondes sont réparties entre voisins.

Les propos qui précèdent ne doivent pas laisser croire que l'on assisterait à un étiolement généralisé de la communauté blanche. Il est indéniable que celle-ci tient encore assez largement les positions clés de l'économie du pays et beaucoup de « *White Zimbabweans* » jouissent toujours d'un train de vie des plus élevés dont témoignent, entre autres, les impressionnantes antennes paraboliques qui trônent au milieu de leurs jardins fleuris ou encore les portails à télécommande électronique. Il serait peut-être plus juste de dire que si tout le monde subit un plus ou moins net déclin, certains partent de fort haut. Nous pensons à des exemples précis d'hommes d'affaires qui possèdent plusieurs résidences dans les beaux quartiers de la capitale, ainsi que dans les hauts lieux de villégiature du pays (le lac de Kariba, les majestueuses montagnes de l'Est...) et vous annoncent qu'ils se voient contraints d'en vendre une. Bref, si le capital de beaucoup semble s'effriter, il est toute une hiérarchie dans la régression. Ensuite, il convient d'ajouter qu'en moyenne la majorité des Noirs endure des conditions d'existence autrement plus déplaisantes.

Il n'en reste pas moins qu'il existe bel et bien une couche modeste parmi les Zimbabwéens d'origine non africaine : un monde de petits employés, de couples retraités aux trop chiches pensions, qui vont rituellement consommer roast-beef et pudding le dimanche après la messe, dans des restaurants bon marché. C'est surtout au sein de cette population que se développe l'omniprésent discours stigmatisant la « ré-africanisation » du pays : des autobus qui ont perdu leur belle régularité d'antan, à la malpropreté (discutable) des rues de

la capitale qui se considérait, il y a vingt ans encore, comme la plus « *clean* » de la planète. Tout est relatif : Harare n'est sans doute plus Salisbury, mais par comparaison avec la plupart des grandes agglomérations du reste de l'Afrique subsaharienne, elle apparaît étonnamment paisible, policée (4) et surtout dotée de services publics assez efficaces, même si l'on peut effectivement noter ici et là quelques premiers signes de corruption à la base (lors de pénuries diverses ou s'agissant de l'obtention des permis de conduire par exemple).

Incertitudes et controverses sur le devenir de la communauté blanche

On rappelle fréquemment le fait que, instruits des expériences des pays voisins (notamment du précédent mozambicain) et conscients des négatifs effets d'un départ massif et précipité des Blancs contrôlant les maillons essentiels de l'économie, les nouveaux dirigeants zimbabwéens ont accepté une transition en douceur, prévoyant un certain maintien de la population d'origine européenne ou asiatique. Que l'on l'analyse en termes de compromis ou de contraintes, cette politique dite de réconciliation continue de faire couler beaucoup d'encre et de susciter, treize ans après l'indépendance, des considérations que nous estimons souvent discutables.

S'ils n'en finissent pas de se pencher sur les temps glorieux de la lutte pour l'indépendance et s'intéressent en fin de compte fort peu aux années 1980-1990, bien des auteurs s'emploient cependant à dénoncer l'aspect néo-colonial de la société zimbabwéenne contemporaine. Selon eux, une majorité de

Blancs continuent de profiter *grosso modo* du même style de vie que sous la période rhodésienne, dans d'hollywoodiennes villas, entourés de nombreux domestiques. En d'autres termes, l'indépendance politique n'aurait pas changé grand chose à cet égard.

Une seconde thèse, parfois concomitante (5), insiste sur le vieillissement de la population blanche, alors que les Noirs sont en moyenne beaucoup plus jeunes. Une idée couramment exprimée est que seraient essentiellement restés les « *White* » qui possèdent des propriétés considérables et surtout n'ont plus vraiment la volonté de recommencer leur existence ailleurs, compte tenu d'un âge relativement avancé. En revanche, les plus jeunes chercheraient à émigrer, notamment en Australie et au Canada, où ils ne seraient pas dépaysés linguistiquement. Sur un plan sociopolitique, si l'on n'a point cherché à se débarrasser des Blancs, l'intention plus ou moins avouée serait d'en décourager la reproduction, avec cette idée qu'au bout d'une génération il devrait y avoir relève complète, tout spécialement aux sommets. A cela, les mauvaises langues rétorquent que c'est sans compter avec la galopante épidémie de Sida qui pourrait bien perturber les prévisions démographiques si un remède n'est pas trouvé dans les prochaines années (hypothèse qui se révèle d'ailleurs déjà prise en compte par les compagnies d'assurance-vie locales).

(4) Ennuyeuse et manquant terriblement d'« animation » ! aux dires de certains Africains de l'Ouest ou de ceux à qui manque la vie nocturne dissolue de la plupart des métropoles du continent.

(5) Voir par exemple le chapitre dixième du livre de J. Herbst, *State Politics in Zimbabwe*, Harare, University of Zimbabwe Press, 1990.

S'agissant de la première thèse, nous avons vu plus haut que ce constat partiel et un brin caricatural méritait pour le moins d'être nuancé. Il convient d'y juxtaposer l'exemple de ces pauvres Blancs, dépourvus de qualification, qui doivent lutter quotidiennement pour subsister ou encore de ces retraités qu'un trop modeste pension contraint souvent à d'assez pénibles résolutions. A l'encontre de la seconde, on pourrait faire remarquer que si crépuscule des Blancs il y a, considérant une fraction non négligeable de cette communauté, l'heure du départ ne semble pas forcément avoir sonné pour autant. Certes, manquons-nous de statistiques fiables et précises en la matière mais divers symptômes nous conduisent à penser que les prévisions en termes d'effacement progressif sont douteuses. Nous pourrions évoquer ici plusieurs exemples de jeunes couples qui n'ont pas réussi leur insertion en Australie et s'en reviennent au Zimbabwe où ils veulent, tout bien réfléchi, demeurer. Plus généralement, il apparaît que les listes d'attente des candidats au retour ou à l'immigration s'allongent sans cesse, ce qui n'est d'ailleurs guère vu d'un très bon œil par les autorités (6).

Toutefois, en cette époque où l'on doit savoir séduire les bailleurs de fonds, où des efforts sans précédents sont effectués pour développer l'indéniable potentiel touristique du pays (multiplication des grands

hôtels, modernisation de l'aéroport, ouverture de celui-ci aux grandes compagnies européennes...), une politique par trop stricte à l'encontre des populations d'origine étrangère semble difficilement envisageable et le Zimbabwe pourrait bien connaître une évolution durablement originale à l'échelle continentale (l'exemple du voisin sud-africain pesant évidemment très lourd dans la région), une communauté blanche se maintenant en dépit de l'érosion de ses conditions d'existence.

Il faut dire que le pays semble plus que jamais préoccupé par son image de marque. Pour rebondir sur la question de la pauvreté, soulignons que la mendicité y est considéré comme un délit, pour lequel on peut se faire appréhender et condamner, le gouvernement estimant que les déshérités bénéficiant de quelques allocations, publiques ou privées, n'ont pas à venir discréditer par leur présence indésirable la nation qui leur vient en aide (bien parcimonieusement s'entend). A Harare, on a peut-être quelque scrupule à refouler *manu militari* les sans-abri loin des artères fréquentées par les touristes et les hommes d'affaires, comme cela se pratique communément autre part, mais on contrôle très consciencieusement la cession de ceux qui se prétendent aveugles et on n'hésite pas à déférer les *beggars* devant les tribunaux. Une Afrique à part !

Jean-Pascal Daloz

(6) Une politique assez stricte a été adoptée il y a quelques années lorsque le gouvernement a forcé les candidats à la nationalité zimbabwéenne à renoncer à tout autre. Nombreux sont cependant les Blancs qui s'arrangent pour conserver discrètement deux

passeports. On assiste par ailleurs au phénomène des « girouettes » : Blancs qui sont partis en Afrique du Sud aux lendemains de l'« indépendance zimbabwéenne » et voudraient maintenant y revenir par crainte des évolutions en RSA.